



LA LETTRE

DE LA SOCIÉTÉ

D'ETHNOZOOTECHNIE

Patrimoines et savoirs en élevage

Janvier 2021

Vers des élevages plus autonomes et des assiettes à faible empreinte carbone

Le coût relativement modéré des transports (même après les chocs pétroliers des années 1970) et la maîtrise de la chaîne du froid ont été deux facteurs majeurs de la spécialisation des activités agricoles entre territoires, à l'échelle nationale comme à l'échelle mondiale. C'est ainsi que l'élevage a quasiment disparu des bassins de grande culture et que certaines filières animales se sont concentrées dans de petites régions (un ancien collègue, qui se reconnaîtra en lisant ces lignes, avait coutume de dire que les porcs sont près des ports). L'UE est à la fois un gros producteur et exportateur de produits animaux et un gros importateur d'aliments du bétail. Ainsi, dans les années 2010, l'UE a importé les deux tiers des aliments riches en protéines qu'elle donne à ses animaux d'élevage, aquaculture comprise (pour la France, la proportion est de l'ordre de 40%) [1]. Le tourteau de soja, en provenance d'Amérique du Sud, est de loin le premier responsable de cette dépendance : annuellement, l'UE en importe environ 14,3 millions de tonnes (la France 0,9 million) [1], soit l'équivalent de la production de 5,7 millions d'hectares de terre agricole au Brésil (la superficie de 10 départements français). Certaines filières non-utilisatrices d'aliments importés (ou à la marge) bénéficient elles aussi de la facilité relative des transports : par exemple, l'élevage bovin allaitant du Sud du Massif Central (races Salers et Aubrac) ne connaîtrait pas son développement actuel si des centaines de milliers de brouillards ne parvenaient chaque année garnir les ateliers d'engraissement de la Plaine du Po, situés à environ 700 km à vol d'oiseau (avec les Alpes à franchir de surcroît).

Un bilan récent montre que le système alimentaire français induit une consommation énergétique annuelle de 31,6 Mtep (mégatonnes équivalent pétrole), dont 31% dus aux transports et 27% à l'agriculture [2]. Ce même bilan établit à 163,3 MteqCO₂ (mégatonnes équivalent CO₂) les émissions annuelles de gaz à effet de serre dont est responsable notre système alimentaire, soit 24% de l'empreinte carbone totale des ménages. Dans ces émissions, l'agriculture pèse pour les deux-tiers, sous la forme de méthane (44% des émissions agricoles), protoxyde d'azote (34%) et CO₂ (22%), alors que les transports en représentent un cinquième, principalement sous la forme de CO₂ [2].

Ne nions ni la complexité de l'analyse des impacts imbriqués des systèmes alimentaires ni les approximations de méthodes forcément réductrices [3]. N'ignorons pas non plus l'impact d'autres secteurs d'activité, comme l'industrie, l'habitat, les transports non liés à l'alimentation, les loisirs, etc. Néanmoins, une évolution résolue de notre système alimentaire vers plus « d'autonomie, de proximité et de solidarité » devrait contribuer sensiblement à la lutte contre les désordres climatiques, environnementaux et sanitaires que connaît notre planète et son cortège de dégâts sociaux [4]. Cela passe par moins d'empreinte carbone à la fois à la production (nature des intrants, efficacité animale, logique circulaire des systèmes agricoles), à la distribution (nature des circuits) et à la consommation (nos choix alimentaires) [3, 5].

L'Europe est une des grandes régions d'élevage du monde, et cette activité, dans toute sa diversité, apporte à notre continent toute une gamme de services alimentaires et non-alimentaires [6]. Il existe toutefois de la marge pour réduire l'empreinte carbone des élevages européens et pour mieux jouer la carte de l'alliance entre les micro-organismes du sol, les plantes, les animaux et les savoir-faire des éleveurs, avec ce que cela comporte d'équilibres fragiles et soumis aux aléas [3]. L'alimentation animale est un des principaux leviers à notre disposition et il est bien établi que les systèmes les plus vertueux sont ceux qui privilégient des

ressources locales et non directement valorisables par l'homme, comme la prairie pour les herbivores et les coproduits de l'agriculture et de l'agroalimentaire [4, 5].

Plusieurs initiatives ont déjà cours. Pour n'en citer qu'une seule, la démarche Ferme laitière bas carbone, portée par le CNIEL (Centre National Interprofessionnel de l'Economie Laitière) concerne aujourd'hui près de 12 000 éleveurs de vaches laitières (20% de la profession) et comprend, sur chaque exploitation, un diagnostic, l'identification des leviers mobilisables et un plan d'action [8]. Pour ne citer qu'un seul exemple d'action concrète, au sein d'un élevage à haut niveau de production avec l'objectif affiché d'en réduire la consommation d'énergie fossile et l'empreinte carbone, la ferme expérimentale d'AgroParisTech à Grignon (200 vaches laitières, 500 brebis allaitantes) n'a pas acheté un gramme de tourteau de soja depuis 2002 et s'approvisionne autant que possible en tourteau de colza auprès d'une exploitation voisine qui pratique l'extraction d'huile à la ferme [8].

A l'aval des filières, les circuits d'approvisionnement et les modes de consommation connaissent un fort courant de diversification dans notre pays : modèle de l'hyper-marché contraint d'être revisité, foisonnement des circuits courts et/ou de proximité, croissance lente mais régulière du marché des produits « Bio », explosion du commerce en ligne, le « fait maison » remis au goût du jour, etc. Certes, aucun modèle ne peut prétendre à l'universalité. Par exemple, les circuits de proximité rencontrent des limites évidentes pour l'approvisionnement des grandes métropoles : que l'on songe seulement à la fourniture de produits animaux aux habitants de l'agglomération parisienne ! Mais cette diversification, alliée à une prise de conscience croissante de l'impact des activités humaines sur l'environnement et la biodiversité, devrait nous permettre de faire en sorte que notre nourriture, ou ce qui a contribué à la produire, n'ait pas fait le tour de la planète avant d'arriver dans nos assiettes.

Toute transition se gère sur le temps long, voire très long ; la transition agricole et alimentaire évoquée ici n'échappera pas à la règle ! Elle ne se réalisera qu'en associant tous les acteurs des filières, à commencer par les éleveurs pour ce qui nous concerne. Le chemin ne manquera pas d'obstacles... Il est alors utile de rappeler la devise de Guillaume d'Orange (1533-1584) : « Point n'est besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer ».

Etienne Verrier

- [1] Terres Univia (2020) Chiffres-clés oléagineux et plantes riches en protéines.
- [2] Barbier C., Couturier C., Pourouchottamin P., Cayla J.M., Sylvestre M., Pharabod I. (2019) L'empreinte énergétique et carbone de l'alimentation en France. Club Ingénierie Prospective Energie et Environnement, Paris, IDDRI, 24p.
- [3] Peyraud J.L., McLeod M. (2020) L'avenir de l'élevage européen : comment contribuer à un secteur agricole durable ? Rapport pour la Commission Européenne, Synthèse, 17 p.
- [4] Duru M., Le Bras C. (2020) Crises environnementales et sanitaires : des maladies de l'anthropocène qui appellent à refonder notre système alimentaire. *Cah. Agric.* 29, 34.
- [5] De Boer J.M. (2018) Do animals have a role in future food systems? *69th EAAP annual meeting*, Dubrovnik, August 27-31, 2020.
- [6] Dumont B. (coord), Dupraz P. (coord.), *et al.* (2016) Rôles, impacts et services issus des élevages en Europe. Synthèse de l'expertise scientifique collective, INRA (France), 136 p. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01595470/document>
- [7] CNIEL, La ferme laitière bas carbone, <https://www.ferme-laitiere-bas-carbone.fr/>
- [8] AgroParisTech, Grignon Energie Positive, <http://www.agroparistech.fr/spip.php?rubrique1523>

I – Actualités SEZ

Evénements et dates à retenir

Journée SEZ d'automne 2020 : 19 novembre 2020

Cette journée dont le thème était : *La formation en génétique animale : l'organisation de la sélection, les races animales et la biodiversité domestique*, a été la toute première journée d'étude de la SEZ entièrement en visio-conférence. L'audience a oscillé entre 70 et 85 personnes, dont une vingtaine d'étudiants : le recours à la visio-conférence, pour peu conviviale que soit celle-ci, a permis de pallier l'impossibilité de se déplacer et d'avoir la participation d'adhérents résidant loin de la région parisienne.

Assemblée générale statutaire : 20 novembre 2020

Elle a eu lieu en visio-conférence ; voir le compte rendu joint à cette Lettre.

In memoriam :

Henri Blanc nous a quittés le 16 novembre 2020, atteint de la Covid-19, dans sa 94^{ème} année. Ancien élève de l'Institut National Agronomique, il a effectué toute sa carrière au ministère de l'agriculture dont il devint chef du service des haras, des courses et de l'équitation. Fidèle adhérent de la société d'ethnozootechnie, il assistait régulièrement à ses journées d'étude.

Silvia Lauvergne nous a quittés le 20 décembre 2020. Elle était très proche de M. et Mme Laurans et faisait partie des pionnier(e)s de la Société d'Ethnozootechnie. Elle a participé à plusieurs voyages, surtout dans les débuts. Elle gardait un très bon souvenir du voyage en Corse de 1978 organisé par son mari, "J.J.", qu'elle avait aidé. Silvia était une personne chaleureuse, très appréciée des sociétaires qui la connaissaient.

2 – MANIFESTATIONS

Février 2021

Colloque Etat de l'agriculture en 2021 : l'agriculture post-Covid : global ou local ? 10 février

Ce colloque organisé par l'Académie d'Agriculture de France a lieu à la Fédération nationale du crédit agricole, amphithéâtre Tardy, 48, rue de la Boétie, Paris 75008.

Réservation obligatoire auprès de : contact@academie-agriculture.fr

Les présentations et la table ronde seront accessibles à distance en se connectant sur : <https://ca-fnca.webex.com/ca-fnca/j.php?MTID=mcb29ea23980569318de6286df2...>

Programme annuel

Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) - laboratoire d'anthropologie critique interdisciplinaire : Séminaire Penser les ruralités contemporaines. Succédant au séminaire *Ruralités contemporaines*, ce séminaire, intitulé *Penser les ruralités contemporaines*, se donne pour objet d'interroger les différentes dimensions du rural, à partir d'acteurs divers et de points de vue contrastés. **Programme de janvier à juin 2021** <https://enseignements.ehess.fr/2020-2021/ue/447>

Appel à communications ou à projets

Appel Attelages bovins d'aujourd'hui : Claus Kropp du Laboratoire d'Archéologie Expérimentale de Lauresham en Allemagne lance un appel pour créer une banque de documents vidéos des attelages en traction animale dans le monde aujourd'hui. Conjointement, un congrès virtuel intitulé « Animaux de travail – passé, présent et avenir » sera mis en place les 8 et 9 mai 2021. Détails :

<http://attelagesbovinsdaujourd'hui.unblog.fr/2020/12/15/appele-a-contribution-de-claus-kropp-travailler-avec-lenergie-animale-au-21e-siecle-une-archive-virtuelle-de-limportance-et-de-la-promotion-des-animaux-de-trait/>

3 - PUBLICATIONS ET TRAVAUX DE NOS SOCIETAIRES

Une étude sur les viandes de lait : notre collègue Maurice Leboeuf, membre de la SEZ, après avoir fait toute sa carrière dans le secteur de la viande au niveau régional, national et international, se propose de réaliser une vaste étude sur les viandes de lait. Ce secteur n'a pas eu la chance de bénéficier d'une recherche importante mais néanmoins il a été important sur le plan économique, socio-culturel, ethnozootechnique et gastronomique. Maurice Leboeuf serait très heureux d'entrer en contact avec des personnes ressources qui pourraient témoigner ou apporter des informations sur ce sujet et il les remercie à l'avance. Il est joignable par téléphone (06 7426 8084) ou par E-mail (leboeuf.maurice@wanadoo.fr).

Bien-être animal, quelle définition ? Académie d'agriculture de France, encyclopédie : question sur n° 53-09. L'opinion publique est de plus en plus sensible aujourd'hui à la question du bien-être animal. Il n'existe pas de définition officielle le concernant, ce qui contribue à expliquer que des points de vue différents s'expriment, certains d'entre eux étant susceptibles de conduire à des positions radicales à l'égard de l'élevage. Dans cette publication, Bernard Denis ne tente pas de proposer une définition à proprement parler, se contentant de cerner ce qu'est le bien-être animal d'une manière succincte, en envisageant d'abord les conceptions classiques, puis en évoquant une évolution récente du concept et, enfin, en suggérant un abord pragmatique de la question.

Covid-19 et agriculture - une opportunité pour la transition agricole et alimentaire ? sous la direction de Michel DRON et Philippe KIM-BONBLED : Presses des Mines, 358 pages, 25 euros. L'Académie d'agriculture de France, s'est posé la question et s'est efforcé d'y répondre dans le nouvel ouvrage collectif, qu'elle publie en cette rentrée 2020. <https://www.academie-agriculture.fr/actualites/academie/covid-19-et-agriculture-une-opportunite-pour-la-transition-agricole-et>

Mensuel de l'Académie d'Agriculture de France n°58, décembre 2020

A la une : Le changement climatique et le carbone : quelles évolutions pour l'agriculture ? par Guillaume Benoit. www.academie-agriculture.fr

Nous avons reçu :

Maison de la Transhumance : bulletin d'information n°18, automne 2020.

Différents reportages rendent compte de l'activité pastorale et de la transhumance en France et dans le monde (Mongolie, Espagne). www.transhumance.org www.larouto.eu

Centrale canine magazine n°208, novembre/décembre 2020 ; à noter au sommaire :

Dossier du mois : les chiens de la Marine nationale, Sylvie Licari, (2^e partie) pages 9-13,

Le Souffle de La Neira : n°73, décembre 2020 ; à noter au sommaire : suite de la biographie des ministres de l'agriculture sous la 5^{ème} République (Dominique Bussereau) et première partie d'un article sur les Iles Kerguelen : des hommes et des moutons...Revue en ligne sur le site: www.brebis-noire-velay.org.

D'autre part, Jean-Claude Brunelin signale qu'il dispose d'anciens numéros papier du Souffle de la Neira, du n° 42 (sept. 2010) à 72 (sept. 2020). Si vous êtes intéressés : **Contact : brunelinjeanclaude@yahoo.fr**

L'Âne Bleu n° 111, décembre 2020 ; il rend compte des activités de l'Association Nationale des Amis des Ânes et présente le compte rendu de son assemblée générale annuelle.

4 - BIBLIOGRAPHIES ET AUTRES SOURCES D'INFORMATION (FILMS - INTERNET)

Ouvrages :

One health, une seule santé : ouvrage collectif, éditions Quae, 2020, 584 pages, 79 euros. One Health, « Une seule santé », est une stratégie mondiale visant à développer les collaborations interdisciplinaires pour la santé humaine, animale et environnementale.

Vivre parmi les animaux, mieux les comprendre - Pierre LE NEINDRE, Bertrand DEPUTTE : éditions Quae, collection Essais, octobre 2020, 196 pages, 18 euros. Tout à la fois soucieux de discernement et de rigueur, les auteurs nous livrent ici un guide d'éthologie pour mieux comprendre les développements scientifiques sur différents aspects des relations des animaux et sur des notions telles que la conscience et la sensibilité animale. Ils proposent des pistes d'actions pour le futur en faveur des animaux.

Animal radical, histoire et sociologie de l'antispécisme : Jérôme SEGAL, Lux éditeur, mars 2020, 216 pages, 16 euros. L'auteur retrace l'histoire de la cause animale sur plusieurs décennies, sa diversité, son influence sur nos sociétés, et ses usages parfois contestables.

Biodiversité, un nouveau récit à écrire : Jacques BLONDEL (auteur), Pierre-Henri GUYON (préface) éditions Quae, octobre 2020, 208 pages, 24 euros. Dans cet ouvrage, l'auteur convoque à la fois les acquis les plus récents de la recherche scientifique et ceux d'une éthique environnementale pour montrer qu'il est parfaitement possible de rétablir un pacte du vivre ensemble avec un environnement enfin respecté.

André Leroy, berger d'alpage : Etienne LANDAIS, Jean-Pierre DEFFONTAINE, André LEROY, photos Joel ARPAILLANGE, Cardère éditeur, collection Hors les drailles, septembre 2020, 248 pages, 25 euros.

Cet ouvrage est une réédition augmentée et illustrée de la publication de 1988 : André Leroy : un berger parle de ses pratiques. <https://cardere.fr/pastoralisme/161-andre-leroy-berger-d-estive-9782376490142.html>

Quelle politique agricole commune demain ? sous la direction de Hervé GUYOMARD et Cécile DETANG-DESSENDRE, éditions Quae, collection Matière à débattre et décider, juin 2020, 306 pages, 39 euros. Cet ouvrage s'adresse à l'ensemble des acteurs intéressés par le devenir des systèmes agricoles et

agroalimentaires et le futur de la PAC. Un chapitre est consacré à la problématique des productions animales et aux pistes de solutions que la nouvelle PAC pourrait apporter, en matière de durabilité et de rémunération.

Le grand saut, quand les virus des animaux s'attaquent à l'homme : David QUAMMEN, Flammarion, 2020, 543 pages, 25 euros. Publié en anglais en 2012, cet ouvrage présente une minutieuse enquête sur les multiples chemins par lesquels certains virus sont passés récemment des animaux à l'homme.

Magazines, dossiers de presse

Dossier : Panorama lait de brebis : les éleveurs de brebis laitières sont surtout là où se font le Roquefort, l'Ossau Iraty et le Brocciu. Mais le lait de brebis ne se résume pas à ces trois AOP alors que les fabrications de fromage à salade ou d'ultrafrais se développent. La France compte 1,5 million de brebis laitières ; plus de 85 % des exploitations et 90 % des brebis se situent en zone de montagne ou haute montagne. (Newsletter RéussirPâtre du 16/12/2020).

Des liens pour accéder aux documents suivants :

Ane Grand noir du Berry : depuis une dizaine d'années, le nombre de naissances d'ânes du Berry diminue : 10 ânes sont nés en 2019 contre 77 en 1999. La race est menacée de disparition et les professionnels cherchent des solutions pour favoriser la reproduction et sauver cette race. <https://www.francebleu.fr/infos/environnement/les-anes-grand-noir-du-berry-menaces-d-extinction-1600899150>.

Des chauves-souris aux visons : les rôles passés, actuels et futurs des animaux dans la Covid-19 : 75 %, il s'agit de la proportion de maladies émergentes humaines qui sont dites « d'origine animale ». Ainsi, près de trois maladies infectieuses sur quatre qui frappent l'humanité seraient liées à des zoonoses, transmissibles de l'animal à l'homme et inversement. Quelle est vraiment la dimension zoonotique de ce nouveau virus ? (Alexis Lécu, docteur vétérinaire MNHN, in The Conversation) <https://theconversation.com/des-chauves-souris-aux-visons-les-roles-passes-actuels-et-futurs-des-animaux-dans-la-covid-19-138279>

SESAME, Sciences et société, alimentation, mondes agricoles et environnement, n°8, novembre 2020. A noter au sommaire : Dossier spécial Covid-19, sciences en société, tensions éthiques par temps de Covid, La recherche agronomique française au défi de l'économie internationale de l'innovation, https://revue-sesame-inrae.fr/sesame/sesame_N8_nov2020-Mission_agrobiosciences_Inrae.pdf

Rapport d'information déposé par la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale **Sur la protection du bien-être animal au sein de l'Union européenne**, et présenté par Mme. Typhanie Degois, députée. http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/du/115b3344_rapport-information.pdf

Projet européen dédié au bien-être et aux performances des petits ruminants : révolutionner l'utilisation des technologies de précision dans l'élevage caprin et ovin. Tel est l'ambition du projet TechCare dirigé par le Scotland's Rural College. D'une durée de quatre ans, ce projet implique neuf pays, de la Scandinavie au Moyen-Orient, dont la France au travers de l'Institut de l'élevage.. La population de petits ruminants de l'UE en 2015 était composée d'environ 98 millions d'animaux, dont 87 % d'ovins. Les petits ruminants représentent 30 % de l'ensemble du bétail élevé en Europe. <https://www.interbev.fr/fiche/un-projet-europeen-dedie-au-bien-etre-et-aux-performances-des-petits-ruminants/>

Animaux de rente et désertification vétérinaire ; mythe ou réalité ? La fragilisation du maillage vétérinaire en zones rurales est une réalité chiffrable. L'Atlas démographique 2020 de la profession vétérinaire constate une baisse constante des vétérinaires pour animaux de rente. Les vétérinaires « ruraux » revendiquant une compétence exclusive ou partielle auprès des animaux d'élevage ne représentent plus que 19 % des praticiens inscrits au tableau de l'Ordre, avec une baisse préoccupante de 14,7 % des effectifs en 5 ans. [Lire l'article intégral sur le site de l'Ordre National des Vétérinaires](#)

Consommation des produits carnés en France en 2019. En France, la consommation de viandes a crû continuellement depuis l'après-guerre jusqu'en 1998, où un pic a été atteint avec 94 kg en équivalent carcasse de viandes consommées par habitant et par an (kgec/hab.). Depuis cette date, la consommation de produits carnés diminue ; elle s'établit à 85,3 kgec/hab. en 2019. Les parts des viandes bovine, ovine et

porcine dans la consommation totale de viandes se sont réduites en 20 ans au profit de la viande de volaille. La part respective de ces différentes viandes est de : porc : 37,3% (31,9 kgec/hab.), volailles : 32,3% (27,6 kgec/hab.), bovine : 27% (23 kgec/hab.), ovine 3,3% (2,8 kgec/hab.). (source veille scientifique Interbev) <https://www.interbev.fr/wp-content/uploads/2020/10/sta-via-consommation-des-produits-carnes-en-2019.pdf>

Colloque : le bien-être animal et l’avenir de l’élevage : Organisé par la Fondation Droit Animal le 22 octobre à la Sorbonne. Lien pour accéder à la vidéo du colloque. <https://www.fondation-droit-animal.org/colloque-le-bien-etre-animal-et-lavenir-de-lelevage-22-octobre-2020/>

Etude de l’avenir de l’élevage européen : Comment contribuer à un secteur agricole durable ? Dans un rapport commandé par la Direction Générale pour l’Agriculture et le Développement Rural de la Commission européenne, Jean-Louis Peyraud, de l’Inrae, et Michael Mc Leod, du Scotland’s Rural College, soulignent les défis auxquels est confronté l’élevage européen, et proposent des pistes d’amélioration pour assurer la durabilité de ce secteur clé. https://www.interbev.fr/wp-content/uploads/2020/11/avenir-elevage-eu_synthese-fr.pdf

Journées Sciences et innovations équinnes : Compte tenu des conditions sanitaires liées à l’épidémie de Covid-19, l’IFCE a été contraint de transformer ces journées en webconférences qui se sont tenues le 17 novembre à Saumur. Retrouver les articles et replay sur le site de l’IFCE : <https://www.ifce.fr/>

Domestication du chien : le chien est le premier animal à avoir été domestiqué. Les travaux menés sur 27 génomes séquencés de chiens anciens, en collaboration avec le laboratoire Archéozoologie, Archéobotanique : Sociétés, pratiques et environnements (AASPE – CNRS / MNHN), montrent que tous les chiens ont une ascendance commune distincte des loups actuels et que cinq grandes lignées ancestrales de chiens se sont diversifiées depuis environ 11 000 ans. Ces résultats sont publiés dans la revue *Science*. Extrait de : <https://inee.cnrs.fr/fr/cnrsinfo/la-domestication-des-chiens-plusieurs-visages>

Garantir le bien-être animal en élevage – des outils d’évaluation

<https://www.interbev.fr/bien-etre-protection-sante-animaux/garantir-renforcer-bien-etre-animal-elevage>

L 214 : La cause animale dévoyée ? L’association antispéciste a réalisé une OPA sur les questions du bien-être animal avec des motivations et des financements troubles. Enquête de Géraldine Woessner, publiée le 10/12/2020, modifiée le 17/12/2020, www.lepoint.fr

Charte : Pour limiter les abandons, l’Ordre des vétérinaires et Leboncoin se sont mobilisés pour proposer une charte d’engagement en faveur de la protection et du bien-être des animaux de compagnie faisant l’objet d’une vente en ligne. https://www.veterinaire.fr/fileadmin/cru-1609335331/user_upload/documents/actualites/Charte_engagement_bien-etre_animal.pdf

Pourquoi des noms d’animaux à la lettre de l’année ? Lien vers l’article de M. A. Carré (Réussir 24/12) <https://www.reussir.fr/des-noms-danimaux-la-lettre-de-l-annee-un-systeme-herite-du-modele-canin>

IDELE-PREMIERE

Parmi les différents articles de la Lettre en ligne de l’Institut de l’Elevage : www.idele.fr, à noter :

N° 675 du 4 novembre 2020

Compte rendu du projet APEX : Amélioration des Performances de l’Elevage eXtensif dans les marais et vallées alluviales : ce projet, piloté par la Chambre Régionale d’Agriculture des Pays de la Loire, de 2014 à 2017, est né de la volonté d’éleveurs en zones de marais et dans les vallées alluviales. L’objectif du projet APEX était de fournir aux éleveurs des clés d’amélioration de leur système d’exploitation, spécifiques à ces milieux à fortes contraintes naturelles. L’enjeu était également d’assurer le maintien de l’attractivité des marais pour les nouvelles générations et d’enrayer le phénomène actuel de non renouvellement des actifs.

N° 676 du 4 novembre 2020

Vers la création d’un observatoire des anomalies génétiques en petits ruminants : chaque année, les filières de petits ruminants rapportent l’émergence de nouvelles anomalies ou tares génétiques dans les populations. et rappellent leur volonté de créer un observatoire des anomalies génétiques en petits ruminants ; il permettrait de détecter précocement les anomalies, de les caractériser, et de pouvoir, quand cela est nécessaire, les gérer dans les programmes de sélection. Le projet CASDAR PRESAGE (*Préparer la*

création d'un observatoire des Anomalies Génétiques en Petits Ruminants) a été sélectionné dans le cadre de l'appel d'offre du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

N° 677 du 19 novembre 2020

CAP'2ER® : afin de préciser les interactions entre un élevage et l'environnement et d'engager des démarches de progrès avec les éleveurs, les filières d'élevage de ruminants ont développé un outil d'évaluation et d'appui technique. CAP'2ER® (Calcul Automatisé des Performances Environnementales en Elevage de Ruminants) a pour objectif d'évaluer les impacts environnementaux à l'échelle d'une exploitation d'élevage de ruminants et par atelier (bovin lait, bovin viande, ovin viande).

N° 678 du 25 novembre 2020

Etude de vulnérabilité des systèmes d'élevage au risque de prédation par le loup dans les trois départements de la Corrèze, de la Creuse et de la Haute Vienne : dans ces trois départements, les facteurs propices à l'installation du loup sont réunis et l'analyse menée montre que ceux-ci, concourent à un risque élevé de vulnérabilité et de sensibilité des élevages à la prédation par le loup. Il ressort de ce travail l'importance d'adapter les leviers existants et d'en mettre au point de nouveaux, permettant la meilleure co-adaptation possible entre le prédateur, l'élevage à l'herbe et les multi-usagers du territoire.

N° 681 du 16 décembre 2020

Race caprine du Rove, répertoire 2020 des éleveurs : la mise en place d'un répertoire des éleveurs permet un suivi de la variation des effectifs et des types d'élevage de la race. Le nombre d'éleveurs est en hausse, avec 134 éleveurs recensés. Le nombre des petits élevages (moins de 25 chèvres) est en augmentation. La Rove reste majoritairement présente en région PACA, berceau de la race, et le département des Bouches du Rhône. La progression des éleveurs fromagers a été stoppée et à l'inverse on note une augmentation de la part des éleveurs amateurs ou en écopâturage. Les élevages ont en moyenne une petite vingtaine d'année, avec environ un quart des élevages de création récente (moins de 5 ans).

5 – BREVES

Annulation salon de l'agriculture 2021 : l'édition 2021 du salon de l'agriculture, qui devait se tenir à Paris du 27 février au 7 mars, est annulée en raison de l'épidémie, mais le concours général des produits agricoles et des débats publics seront maintenus selon des modalités qui restent à définir.

Ferme des 1000 vaches : c'est officiel, au 1er janvier 2021, la SCEA Cote de la Justice (dite « ferme des 1 000 vaches ») à Drucat dans la Somme (80) ne livrera plus un litre de lait. En attente depuis plus de cinq ans de l'autorisation pour atteindre les 1 000 vaches, l'élevage jette l'éponge et regrette le manque d'accompagnement de la part de la filière laitière et de l'État. (dépêche Web agri D. Scohy)

Collectif Tricolor : il a pour objectif de relancer une filière de laine nationale en associant éleveurs, industriels du textile et de la décoration et grandes enseignes. Lors de son assemblée générale qui s'est tenue le 25 novembre, il s'est donné pour objectif de passer des 4% actuels de laine transformée en France à 24% en 2024. (NewsletterPâtre du 23/12/2020)

Le projet de détection du Covid reçoit le soutien de l'OMS : Le projet Nosais-Covid19, qui vise à utiliser des chiens pour détecter des malades atteints du Covid-19, a reçu le soutien de l'Organisation mondiale de la santé. Une convention signée entre l'organisation et l'école nationale vétérinaire d'Alfort a permis de débloquer un budget d'environ 200 000 euros. Ce projet de recherche est porté par le professeur Dominique Grandjean et vétérinaire colonel chez les sapeurs-pompiers de Paris. (Extrait de e-Point Vet)

Les écoles vétérinaires accessibles directement après la Terminale : Par décret paru au J.O. du 05/12/2020, les quatre écoles vétérinaires françaises seront désormais accessibles en post-bac. Le recrutement va porter sur 160 étudiants en 2021. (Réussir 08/12 M.A. Carré)

6 - DES DEPECHEES DU SITE AGRIMUTUEL A CONSULTER SUR ; www.agri-mutuel.com

De la fourche à la fourchette . Bruxelles entend lancer dans le cadre de son « Pacte vert » une stratégie baptisée « de la fourche à l'assiette » (« farm to fork ») qui permettrait d'élargir la politique agricole commune européenne à une quasi-politique alimentaire commune, englobant agriculture, alimentation, santé et environnement. L'objectif est de promouvoir des normes accrues en termes de cultures durables, de bien-

être animal, d'étiquetage sur l'origine et les conditions de production des aliments, tout en encourageant l'accès à des régimes alimentaires plus sains – potentiellement au détriment de produits importés des États-Unis. Ces derniers jugent « protectionniste » la stratégie agricole de l'UE. (dépêche AFP 08/10).

Expérimentation sur un système herbager de grande ampleur dans l'Orne : le domaine Inrae du Pin dans l'Orne c'est 420 ha de SAU dont 370 ha d'herbe dédiés aux recherches en production bovine. En janvier 2020, l'exploitation s'est vue confier un programme ambitieux : l'expérimentation Tripl'XL. Pas moins de 150 vaches laitières de 3 races différentes (Holstein, Normande et Jersiaise), participent à cette étude : apport de concentrés, reproduction, efficacité d'un grand troupeau au pâturage, conduite en vèlages groupés, bien-être animal, ou encore génétique. De nombreux paramètres vont être évalués dans cette expérimentation de grande ambition qui devrait durer cinq à six ans. (Dépêche TNC 09/11)

Antibiorésistance : le ministère de l'agriculture a lancé le 18 novembre une nouvelle campagne de sensibilisation sur l'usage des antibiotiques en élevage et pour les animaux de compagnie, afin de lutter contre l'antibiorésistance, alors que la forte baisse de leur usage depuis 2010 risque désormais de stagner dans les années à venir. La politique de réduction de l'usage d'antibiotiques vétérinaires a permis une baisse de 45 % du volume, toutes filières animales confondues. Néanmoins, entre 2018 et 2019, certaines filières ont connu une légère reprise de l'exposition aux antibiotiques : les lapins (+ 1,5 %) et les carnivores domestiques, chiens et chats principalement (+ 2,1 %), souligne l'Anses. (Dépêche TNC 19/11)

Bien-être animal : le gouvernement britannique a lancé une consultation sur l'interdiction d'exporter des animaux vivants pour être engraisés ou abattus, dans le but de réduire la souffrance animale après le Brexit. L'interdiction, valable pour le bétail et les chevaux, pourrait être mise en œuvre dès la fin de l'année prochaine, selon le ministre. Il a relevé que les règles de l'UE empêchaient jusqu'ici de mettre fin à une pratique qui engendre « des souffrances animales inutiles ». (dépêche AFP 01/12).

Population agricole : la France compte environ 400 000 agriculteurs-exploitants, ne représentant plus que 1,5% de l'emploi total du pays, une proportion divisée par plus de quatre en 40 ans, selon une récente note de l'Insee portant sur l'année 2019. Agriculteurs, viticulteurs, maraîchers, patrons-pêcheurs : ils étaient 1,6 million en 1982, soit 7,1% de l'emploi total. Côté pyramide des âges, 55 % des agriculteurs français ont 50 ans ou plus, soit 24 points de plus que pour l'ensemble des personnes en emploi (31 %), et 13 % ont 60 ans ou plus contre 3 % des personnes en emploi. À l'inverse, seul 1 % des agriculteurs a moins de 25 ans contre 8 % pour l'ensemble des personnes en emploi.

Les agriculteurs sont en moyenne moins diplômés que l'ensemble : en 2019, 26 % sont diplômés de l'enseignement supérieur, contre 43 % des personnes en emploi. Le niveau de diplôme s'est cependant fortement élevé en près de quatre décennies. Seuls 14 % des agriculteurs n'avaient aucun diplôme ou seulement le brevet des collèges en 2019, contre 82 % en 1982. (dépêche AFP 01/12).

Paradoxe des notations environnementales : éleveurs, associations écologistes et de consommateurs se sont élevés ensemble contre le projet du gouvernement de notation environnementale destinée à faciliter l'aiguillage des consommateurs vers des produits « respectueux de l'environnement », trop favorable selon eux à l'élevage intensif et industriel. La méthode mise au point par l'industrie « pénalise très fortement les produits issus d'élevages herbagers ou de l'agriculture biologique » et « ne prend pas correctement en compte les atteintes à la biodiversité et l'impact des pesticides », disent-ils. (dépêche AFP 18/12).

Remerciements aux sociétaires qui ont contribué à enrichir le contenu de cette Lettre

Pour une information plus complète, consulter le site de la SEZ : <http://www.ethnozootecnie.org>

Société d'Ethnozootecnie

- Président : Etienne Verrier, 16 rue Claude Bernard 75231 Paris 05 etienne.verrier@agroparistech.fr

- Secrétaire-Trésorière : Mariane Monod, 4 rue P. Brossolette 92300 Levallois-Perret, 01 47 31 27 89, marianemonod@gmail.com

Pour toute information à faire paraître dans la Lettre et sur le site : Louis Montméas, 70 B rue Béranger 21000 Dijon : louis.montmeas@orange.fr